



OCTOBRE
2024

Tchad : de Déby à Déby Les recettes d'une succession dynastique réussie (2021-2024)

Thierry VIRCOULON



L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0914-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Affiche électorale, Abéché, Tchad, mars 2024 © Thierry Vircoulon, Ifri, 2024

Comment citer cette publication :

Thierry Vircoulon, « Tchad : de Déby à Déby. Les recettes d’une succession dynastique réussie (2021-2024) », *Études de l’Ifri*, Ifri, octobre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group.

Résumé

Comme au Togo et au Gabon, la transition qui a eu lieu au Tchad de 2021 à 2024 a abouti à une succession dynastique. Mahamat Idriss Déby a succédé à son père Idriss Déby Itno, qui fut président du Tchad de 1996 à 2021. Alors que la majorité des Tchadiens espéraient une alternance et un changement de gouvernance, le « système Déby » est parvenu à se maintenir.

Cette étude décrypte la stratégie de cette transition-succession, qui a consisté à :

- faire croire à la possibilité d'un changement sans alternance en insistant sur l'âge du nouveau président et en initiant de nouvelles orientations politiques ;
- consolider les piliers traditionnels du pouvoir ;
- intimider par la force l'opposition et profiter de ses divisions ;
- confisquer institutionnellement l'organisation du référendum constitutionnel et des élections ainsi que la rédaction des textes fondateurs de la nouvelle République.

Cette stratégie a été d'autant plus efficace que, dans le contexte géopolitique de nouvelle guerre froide, il n'y a plus aucun acteur international (même au niveau continental et régional) capable de s'imposer comme l'arbitre ou le garant des transitions politiques. Cette nouvelle situation géopolitique a laissé une liberté de manœuvre quasi totale au pouvoir tchadien pour appliquer son plan de succession et s'imposer par des élections aux résultats peu crédibles.

Si la transition de 1993-1996 avait acté le passage du régime de Hissène Habré à celui de Idriss Déby, la transition de 2021-2024 a acté la succession de Déby à Déby.

Executive summary

As in Togo and Gabon, the transition that took place in Chad from 2021 to 2024 resulted in a dynastic succession. Mahamat Idriss Déby succeeded his father, Idriss Déby Itno, who was President of Chad from 1996 to 2021. While the majority of Chadians were hoping for a change of government, the “Déby system” has managed to hold on.

This study deciphers the strategy of this transition-succession, which consisted in :

- believing in the possibility of change without alternation, by insisting on the age of the new president and initiating new political orientations;
- consolidate the traditional pillars of power;
- forcibly intimidate the opposition and take advantage of its divisions;
- institutionally confiscate the organization of the constitutional referendum and elections, as well as the drafting of the founding texts of the new Republic.

This strategy was all the more effective given that, in the geopolitical context of the new Cold War, there is no longer any international player (even at continental and regional level) capable of imposing itself as the arbiter or guarantor of political transitions. This new geopolitical situation has given the Chadian government almost total freedom to implement its succession plan and impose itself through elections with implausible results.

If the transition from 1993 to 1996 marked the transition from Hissène Habré’s regime to Idriss Déby’s, the transition of 2021-2024 marked the succession from Déby to Déby.

Sommaire

INTRODUCTION	5
CONCESSIONS COSMETIQUES : L'APPARENCE DU CHANGEMENT	7
La refondation du pacte national	7
De l'inclusion à la cooptation des opposants	9
La fin négociée de l'opposition armée	10
La paix sociale	11
La liberté de campagne pour le principal opposant.....	12
CONSOLIDATION DES PILIERS DU REGIME.....	13
Le pouvoir, côté cour.....	13
L'armée	13
Le MPS.....	14
L'instrumentalisation de la société civile ou les « gongos »	15
DIVISIONS DE L'OPPOSITION	17
Désaccord stratégique	17
Émergence d'une nouvelle force d'opposition	19
INTIMIDATION DE L'OPPOSITION :	
LE VIRAGE DU 20 OCTOBRE 2022.....	21
Un dialogue national suivi par le retour de la violence politique.....	21
Les ordonnances liberticides	22
Un assassinat politique ?	23
L'intimidation post-électorale comme politique préventive	24
CONFISCATION INSTITUTIONNELLE DE LA TRANSITION :	
REFERENDUM ET ELECTIONS	25
Contrôler les organes électoraux	25
Contrôler la rédaction des textes fondateurs.....	26
Une transition sans garants internationaux.....	29
CONCLUSION	32

Introduction

Le 6 mai 2024, les Tchadiens ont voté et mis fin à la transition qui avait commencé trois ans plus tôt. De peur d'être prise de court par les réseaux sociaux annonçant la victoire de l'opposition, la commission électorale du Tchad a proclamé les résultats provisoires le 9 mai, seulement trois jours après le vote. Quelques heures avant cette annonce, à titre préventif, l'armée était lourdement déployée dans la capitale. Cette démonstration de force révélait à la fois l'identité et l'état d'esprit du vainqueur : Mahamat Idriss Déby. Le score provisoire était sans appel et ne laissait aucun doute sur l'élection définitive. Les partisans du principal opposant, Succès Masra, qui ont cru pendant deux semaines à un « miracle », ont été brutalement ramenés à la réalité par la commission électorale et l'armée : « Rien n'a changé au pays de Toumaï¹ ».

Cette élection présidentielle a clôturé une transition de trois ans qui fut déclenchée par l'assassinat du président Idriss Déby Itno, père de Mahamat Idriss Déby. Pendant cette transition, l'espoir du changement a été à la fois volontairement entretenu par le pouvoir et constamment battu en brèche par ce dernier. Le pouvoir a déployé la rhétorique du changement tout en orchestrant méthodiquement sa continuité. Cette stratégie classique de rhétorique et de pratique divergentes a permis de faire de la transition un jeu de dupes dans lequel le pouvoir avait toutes les cartes en main jusqu'aux élections finales.

Sitôt le décès du président Idriss Déby Itno officiellement annoncé le 21 avril 2021, la Constitution fut ignorée. D'après celle-ci, dans de telles circonstances, le président de l'Assemblée nationale, Haroun Kabadi, devait assumer la direction du pays. Or celui-ci se déclara « trop fatigué » pour cette responsabilité et un groupe de généraux nomma le général Mahamat Idriss Déby, l'un des fils du défunt président, président de la transition tandis qu'eux-mêmes formaient un Comité militaire de transition (CMT) dont les prérogatives demeurèrent floues jusqu'à sa dissolution. La transition commença donc par un premier tour de passe-passe annonciateur de nombreux autres.

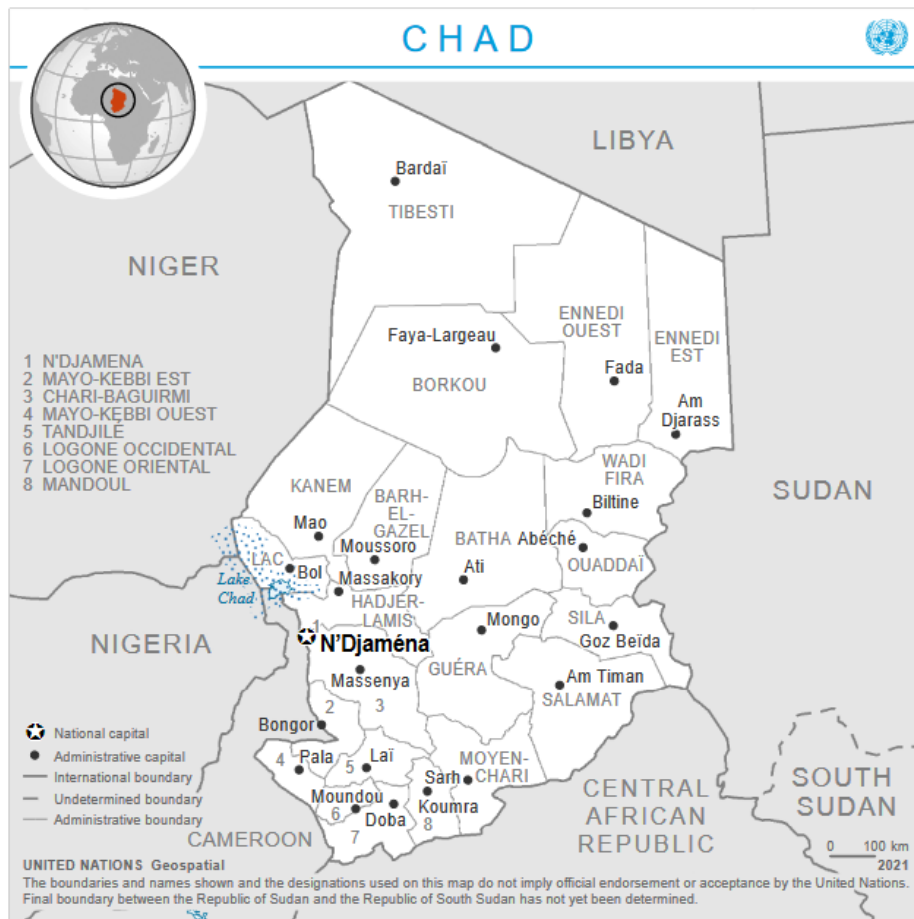
La perspective d'une succession dynastique suscita un important mécontentement populaire. Au pouvoir depuis 1996, le clan Déby a pour bilan un taux de pauvreté de 42 %, des services publics en déshérence, une économie improductive et des cohortes de jeunes diplômés-chômeurs. Après presque trois décennies de pouvoir du clan Déby, la demande de changement, c'est-à-dire d'alternance, est une revendication populaire.

1. Entretien téléphonique avec un activiste, N'Djamena, juin 2024.

De ce fait, l'opposition incarnée alors dans la coalition Wakit Tama, qui signifie « l'heure est arrivée » en arabe tchadien, organisa des manifestations à N'Djamena pendant le premier semestre de 2021². Certaines d'entre elles dégénérent en affrontements violents avec les forces de sécurité et contre les symboles de la France, Emmanuel Macron étant venu adouber le président de la transition lors des funérailles de son père³.

Cette étude analyse comment le pouvoir tchadien est parvenu à imposer une transition-succesion et à contrer l'aspiration à l'alternance de la majorité de la population. De ce fait, cette étude s'inscrit dans ce que les politologues appellent la transitologie, un néologisme qui signifie l'étude des transitions politiques⁴.

Carte 1 - Le Tchad



Source : United Nations.

2. Tchad : manifestation de Wakit Tama (youtube.com)

3. J.-P. Rémy, « Emmanuel Macron au Tchad pour assister aux funérailles d'Idriss Déby », *Le Monde*, 23 avril 2021.

4. C. Dufy et C. Thiriot, « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, n° 3, 2013.

Concessions cosmétiques : l'apparence du changement

Afin de déjouer la demande populaire de changement, le pouvoir de transition a dû faire croire qu'il était synonyme de changement. Il a donc fait des concessions cosmétiques. En 2021, la première concession du pouvoir fut d'accepter le schéma classique des transitions démocratiques. Ce schéma a été institutionnalisé depuis la vague de démocratisation des années 1990-2000 en Afrique et compte quatre étapes :

- organisation d'un dialogue national ;
- formation d'un gouvernement d'union nationale ;
- référendum sur une nouvelle Constitution ;
- organisation des élections présidentielle et législatives.

Le Tchad avait déjà connu une première transition de 1993 à 1996, achevée par des élections qui avaient consacré Idriss Déby Itno, l'homme fort de la transition⁵.

Dans le cycle plus récent de coups d'États, alors que les juntes du Mali, de Guinée et du Burkina Faso, puis plus tard du Niger, refusent d'appliquer ce schéma (même si certaines d'entre elles l'avaient initialement annoncé), le pouvoir de transition tchadien se singularise en l'acceptant. Dès 2021, le président de transition annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale et une feuille de route de la transition avec trois étapes (dialogue national inclusif, référendum et élections nationales). Il a alors semblé mettre en œuvre des politiques différentes de son défunt père : refondation du pacte national, réconciliation avec l'opposition et les mouvements rebelles et paiement des salaires pleins des fonctionnaires.

La refondation du pacte national

Le dialogue national annoncé dès 2021 et dont l'organisation a duré un an avait pour but de refonder le pacte national⁶. Cette première étape de la transition était censée être la grande palabre des forces vives de la nation, une répétition de la conférence nationale souveraine de 1993 qui devait faire un diagnostic sans tabou de l'état du pays et poser les bases du nouveau régime. Le ban et l'arrière-ban de l'*intelligentsia* tchadienne furent appelés à y contribuer avec des textes préparatoires et des représentants provinciaux affluèrent à la

5. R. Buijtenhuijs, *Transition et élections au Tchad, 1993-1997. Restauration et recomposition politique*, Paris, Karthala, 1998.

6. Entretien avec le ministre de la Réconciliation, N'Djamena, octobre 2021.

capitale pour l'occasion. De nombreux sujets auparavant tabous furent débattus publiquement : fédéralisme, corruption, système électoral, relations inter-religieuses et intercommunautaires, violations des droits humains, réparations pour les victimes du régime de Hissène Habré, etc. Toutefois, cette initiative a été accueillie avec une certaine méfiance. Sommé de démontrer sa bonne foi, le pouvoir a dénommé cet événement le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS), ce dernier adjectif signifiant que le pouvoir devait respecter et appliquer toutes les recommandations du DNIS.

Pendant un an la préparation du DNIS donna lieu à des débats publics. En particulier, les fédéralistes se mobilisèrent pour défendre l'idée d'une Constitution fédéraliste. Organisé du 20 août au 8 octobre 2022, le DNIS aboutit à une grande déception collective : les débats furent orientés par les membres du régime, certains sujets comme le fédéralisme ne furent pas discutés et le pouvoir obtint sa prolongation pour deux ans et son éligibilité.⁷ En outre, le déroulement de la transition après le dialogue montra que le pouvoir n'avait aucunement l'intention de respecter et appliquer les recommandations du DNIS, c'est-à-dire de fonder un nouveau pacte national.

Chronologie de la transition

2021

20 avril : Décès du président Idriss Déby Itno

26 avril : Nomination d'Albert Pahimi Padacké au poste de Premier ministre

4 octobre : Signature du pacte social entre le gouvernement et les syndicats

2022

8 août : Signature de l'accord de Doha avec les groupes armés

20 août au 8 octobre : Dialogue national inclusif et souverain à N'Djamena

14 octobre : Nomination de Saleh Kebzabo comme Premier ministre

20 et 21 octobre : Insurrection et répression des forces de sécurité à N'Djamena, Sarh et Moundou

2023

30 juin : Création de la Commission nationale pour la mise en œuvre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des combattants.

31 octobre : Accord de Kinshasa signé par Succès Masra et le ministre de la Réconciliation tchadien en République démocratique du Congo sous l'égide de Félix Tshisekedi

3 novembre : Retour de Succès Masra au Tchad

17 décembre : Référendum sur le projet de Constitution

2024

1^{er} janvier : Nomination de Succès Masra comme Premier ministre

28 février : Mort de Yaya Dillo, dirigeant du PSF

6 mai : Élection présidentielle

9 mai : Annonce des résultats provisoires par l'ANGE

16 mai : Annonce des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel

23 mai : Investiture du nouveau président

7. Voir le chapitre « Intimidation de l'opposition : le virage du 20 octobre 2022 », p. 21 de cette étude.

De l'inclusion à la cooptation des opposants

Alors que le régime de Idriss Déby Itno avait pris une tournure autocratique (adoption d'une nouvelle Constitution en 2018 supprimant les rares contre-pouvoirs, arrestation d'opposants, etc.⁸), dans le cadre de la gestion de la transition, le nouveau président a mis en œuvre une politique d'inclusion, invitant tous les membres de la classe politique à le rejoindre. Les trois gouvernements de transition qui se sont succédé de 2021 à 2024 ont incarné cette ouverture éphémère et tactique. En effet, la volonté d'union nationale et d'inclusivité a servi à dissimuler la bonne vieille stratégie de cooptation dont la classe politique tchadienne est familière. Ainsi les trois premiers ministres étaient tous originaires du sud comme le veut une règle non écrite de la politique tchadienne. Si le premier de ces trois Premiers ministres, Albert Pahimi Padacké, avait déjà occupé ce poste de 2016 à 2018 et était affublé d'un surnom politique révélateur de son positionnement (« l'accompagnateur⁹ »), le second Saleh Kebzabo a été considéré durant la décennie 2010-2020 comme le chef de file de l'opposition tchadienne bien qu'il ait été ministre au début du règne de Idriss Déby Itno. La nomination du troisième Premier ministre, Succès Masra, manifestait une ouverture vers l'opposition radicale. En effet, à l'inverse de ces deux prédécesseurs, Succès Masra était non seulement hostile au pouvoir de transition mais il avait déclenché une insurrection contre ce dernier à N'Djamena le 20 octobre 2022 et avait dû s'enfuir à l'étranger¹⁰. Après la signature d'un accord de réconciliation négocié par le président congolais Félix Tshisekedi, Mahamat Idriss Déby acceptait non seulement son retour au Tchad le 3 novembre 2023 mais il allait jusqu'à lui accorder sa confiance en le nommant Premier ministre le 1^{er} janvier 2024¹¹.

Outre la nomination d'opposants comme Premiers ministres, le président coopta aussi d'autres personnalités du monde politique et de la société civile qui s'étaient opposées à son défunt père. Mahamat Ahmat Alhabo fut ainsi nommé ministre de la Justice dans le premier gouvernement de transition en 2021, puis secrétaire général à la présidence en décembre 2023. Député et porte-parole de la Coordination des partis politiques pour la défense de la Constitution (CPDC), Gali Ngothé Gatta fut nommé ministre d'État, secrétaire général à la présidence de la République en octobre 2022. Fondateur de la Convention tchadienne de défense des droits de l'homme (CTDH), Mahamat Nour Ahmat Ibedou avait fait campagne contre

8. F.-A. Stauder, « Tchad : une nouvelle République sans État de droit ? », Fondation pour la recherche stratégique, 20 juin 2018.

9. Alors que l'élection présidentielle de 2021 fut boycottée par de nombreux opposants de poids, Pahimi Padacké y participa et obtint la seconde place avec 10 % des voix. Sans sa candidature, le président Déby aurait été seul en lice. Sa participation à l'élection de 2021 a lui valu ce surnom.

10. Voir le chapitre « Intimidation de l'opposition : le virage du 20 octobre 2022 », p. 21 de cette étude.

11. « Tchad : de premier opposant à Premier ministre, retour sur le parcours de Succès Masra », RFI, 21 janvier 2024.

Idriss Déby au début de l'année 2021 et fut arrêté à cette occasion. En avril 2022, il fut pourtant nommé par décret présidentiel à la tête de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Par ailleurs, des membres de partis et d'organisations de la société civile notoirement opposés au régime de Idriss Déby Itno et des représentants de groupes rebelles furent nommés à l'Assemblée nationale et dans d'autres instances publiques. Dans le cadre de cette politique d'ouverture, le Mouvement patriotique du Salut (MPS) dut faire une place aux nouveaux venus. Alors qu'il était en situation de sur-dominance dans toutes les instances élues avant 2021, moins de la moitié des postes ministériels du premier gouvernement de transition provenaient de ses rangs.

Simultanément à cette politique de cooptation déguisée, le pouvoir de transition redevint civil en apparence. Sorte de tutelle militaire du gouvernement de transition, le CMT fut dissous en octobre 2022 après la tenue du dialogue national. Apparus très brièvement sur le devant la scène, les généraux retournaient en coulisses... où ils continuent d'exercer la réalité du pouvoir.

La fin négociée de l'opposition armée

Alors que son père a été tué dans des combats avec un mouvement rebelle (le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad – FACT), le président de la transition a engagé dès 2021 des pourparlers de paix avec les groupes armés d'opposition. Le Qatar accueillit ces pourparlers préparés du côté tchadien par un Comité technique spécial présidé par l'ancien président Goukouni Weddeye qui fait figure de sage du Nord sur la scène politique tchadienne¹². Un accord fut finalisé le 8 août 2022 à Doha, le pouvoir acceptant les revendications des groupes armés : amnistie, libération des prisonniers politiques et prisonniers de guerre, restitution des biens confisqués, programme de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) et participation aux organes de la transition. L'accord de Doha permit le retour des principaux chefs des groupes armés, à l'exception du FACT, dont le crime avait conduit à la transition et qui s'était réfugié dans son fief du sud libyen.

L'accord de Doha fut signé avec 43 groupes politico-militaires, nombre qui faisait sourire les connaisseurs des rébellions tchadiennes. En effet, parmi les 43 signataires, seule une poignée d'entre eux disposait véritablement de combattants, et encore en nombre restreint¹³. Le retour au pays de rebelles oubliés, de rebelles vieillissants et de vieillards sans

12. Les groupes armés rebelles sont tous ou presque originaires du nord du pays.

13. On peut citer notamment l'Union des forces de la résistance (UFR) dirigée par Timan Erdimi, l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) dirigée par Mahamat Nouri, l'UFDD fondamentale, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR), le Front de la nation pour la démocratie et la justice (FNDJT) et le Conseil national de la résistance pour la démocratie (CNRD).

rébellion fut largement médiatisé par un pouvoir soucieux de démontrer qu'il était prêt à tourner la page¹⁴. Ce faisant, le jeune président de la transition prouvait qu'il abandonnait les vieilles rancunes de son père et ouvrait une ère nouvelle. Lassés d'un long exil plus ou moins inconfortable, de nombreux leaders rebelles cherchaient surtout l'occasion de rentrer au pays, soit pour y mourir en paix soit pour bénéficier des largesses clientélistes du pouvoir. Leur recasage s'effectua comme d'habitude dans la vaste et extensible mangeoire étatique. À ce jeu, les frères Erdimi, fondateurs de l'Union des forces de la résistance (UFR), furent les mieux lotis : Timan Erdimi fut nommé président du conseil d'administration de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) et Tom Erdimi ministre de l'Enseignement supérieur. Mahamat Assileck Halata, le vice-président de l'UFDD de Mahamat Nouri, devint ministre de l'Urbanisme. Le Conseil national de transition (CNT) s'élargit pour intégrer des représentants des groupes armés tandis que le secteur public fournissait à d'autres membres de ces groupes des postes fictifs avec des salaires réels¹⁵.

Pour autant, deux ans après la signature de l'accord de Doha, le DDR n'a toujours pas commencé faute de financement. Le gouvernement a multiplié les mesures dilatoires et les fausses annonces pour donner le change mais les groupes armés attendent toujours la prise en charge financière promise¹⁶.

La paix sociale

Afin de calmer le monde syndical (un des principaux foyers de la contestation urbaine), le gouvernement de transition a signé un pacte social triennal avec les syndicats dès le 4 octobre 2021. Ce pacte prévoyait le paiement d'arriérés et des hausses salariales progressives mais, comme beaucoup d'initiatives similaires passées, ce pacte n'a pas été appliqué. Face au mécontentement des syndicats signataires du pacte, pour gagner du temps, le gouvernement a créé un comité d'évaluation du pacte social en 2023 mais les partenaires sociaux considèrent qu'il s'agit d'une manœuvre dilatoire dont ils n'attendent rien.¹⁷

14. « Retour à N'Djamena des chefs rebelles Timan Erdimi et Mahamat Nouri », *VOA Afrique*, 18 août 2022.

15. « Des centaines de rebelles du UFDD rentrent au Tchad pour intégrer le processus de DDR », RFI, 4 janvier 2024.

16. « Tchad : le ministère des Armées et la PNUD se mobilisent pour lancer le Projet Pré-DDR », *Journal du Tchad*, 1^{er} avril 2024 ; « Tchad : l'UFR s'impatiente et demande des avancées sur la mise en œuvre de l'accord de Doha », RFI, 4 novembre 2023 ; « Tchad : où en est la mise en œuvre de la composante militaire de l'accord de Doha ? », RFI, 5 octobre 2023.

17. Entretien avec des membres de l'UST, N'Djamena, octobre 2023.

La liberté de campagne pour le principal opposant

Non seulement après avoir signé l'accord de réconciliation de Kinshasa, Succès Masra a été nommé Premier ministre en 2024 mais il a été autorisé à se présenter à l'élection présidentielle¹⁸. Durant le règne de Idriss Déby Itno, des opposants jugés trop populaires ont été écartés de la compétition électorale. À l'inverse, Mahamat Idriss Déby a levé le mandat d'arrêt contre Succès Masra, autorisé son retour au pays et accepté de le laisser concourir à cette élection. De surcroît, la campagne électorale s'est déroulée dans un climat de liberté inédit. Par rapport aux habitudes tchadiennes, Succès Masra a pu faire campagne librement. Le pouvoir n'a cherché ni à entraver l'organisation de ses meetings publics ni à limiter sa liberté de ton. Pendant sa campagne, Succès Masra n'a pas ménagé ses critiques directes contre le président de la transition. De nombreux Tchadiens ont été surpris par cette nouvelle ambiance électorale¹⁹ mais cette liberté électorale inhabituelle a été l'ultime concession du pouvoir de transition.

Durant toute la transition, ces ouvertures politiques ont été accompagnées d'une rhétorique diffusée par les « spin doctors » du régime selon laquelle la jeunesse de Mahamat Idriss Déby était la meilleure garantie du changement. La mise en avant de la jeunesse du président de la transition visait à accréditer l'idée qu'un changement de gouvernance sans alternance était possible.

18. Sa candidature à l'élection présidentielle de 2021 avait été rejetée au motif de son âge.

19. Entretiens avec des activistes, Paris, avril 2024.

Consolidation des piliers du régime

Si la mort d'Idriss Déby Itno a été une surprise pour son entourage et la population, elle n'a pas remis en question ni même fragilisé le « système Déby » qui est resté le centre du pouvoir durant la transition. Le « système Déby » désigne un groupe formé par des généraux de confiance, la famille élargie du président (les frères, les oncles, les belles familles et les cousins), son clan (les Zaghawa) et le partenariat Zaghawa/Gorane. À ce titre, la venue à N'Djamena au début de la transition de Mini Minawi, chef rebelle Zaghawa du Darfour (faction de l'Armée de libération du Soudan²⁰), devenu gouverneur du Nord-Darfour, avait pour but de s'assurer de l'unité du clan zaghawa au-delà même des frontières du Tchad autour de son successeur désigné. Le « système Déby » a consolidé les piliers de son pouvoir pendant la transition.

Le pouvoir, côté cour

Des tensions intra-claniques apparurent au début de la transition. D'une part, d'autres fils d'Idriss Déby Itno issues de mères différentes semblèrent avoir aussi des ambitions présidentielles. La création d'un parti politique par Seïd Idriss Déby, ex-directeur général de la Société des hydrocarbures du Tchad, fut interprétée comme un tremplin pour Zakaria Idriss Déby, colonel et ancien ambassadeur du Tchad aux Émirats arabes unis (EAU). D'autre part, le « réseau Acyl » (dénomination locale du clan de l'ex-Première dame) vit son influence fortement réduite. Plusieurs de ses membres furent démis de leurs postes importants, notamment dans le secteur économique et l'ex-Première dame quitta le pays pour vivre de ses rentes en France. Enfin, conformément au système matrilineaire, le président Mahamat Idriss Déby dont la mère est gorane aurait rééquilibré le partenariat Zaghawa/Gorane en faveur de ces derniers. Ces deux groupes ethniques étant ultra-minoritaires au Tchad, leur partenariat est considéré comme vital pour rester au pouvoir face au groupe majoritaire au Nord (les Arabes) et aux ethnies du Sud.

L'armée

L'armée a toujours occupé une place centrale dans la politique du Tchad. De ce fait, l'une des premières priorités de Mahamat Déby au cours de la transition fut de s'assurer de son soutien. Il mena donc une politique très

20. Principal groupe rebelle du Darfour.

généreuse envers l'armée. Sa stratégie consista à élargir son réseau clientéliste dans l'armée, notamment avec des nominations et promotions, à répondre aux frustrations de la soldatesque et à consolider son image de chef militaire.

Le 21 mai 2021, soit un mois après sa prise de pouvoir, le président de la transition a procédé par décret à une série de nominations au sein de la Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE). Ces 37 haut-gradés sont essentiellement issus de deux communautés (Zaghawa et Goranes), ce qui a été dénoncé comme un signe de la continuité du système de gouvernance²¹. Mahamat Idriss Déby a effectué également des changements à la tête de certaines unités et s'appuie sur des proches comme Abakar Abdelkerim Daoud et Taher Erda comme courroies de transmission avec la hiérarchie militaire. La mise à la retraite d'une centaine de généraux et la promotion d'environ 300 nouveaux généraux témoignent de la continuité du clientélisme militaire qui est une des bases du régime²².

Lors de sa session en septembre 2021, le CNT a adopté un nouveau statut général des forces de défense et de sécurité. Cette loi a permis non seulement de satisfaire les demandes salariales des officiers mais aussi de répondre aux frustrations et aux mécontentements de nombreux soldats qui estimaient ne pas bénéficier des mêmes opportunités de carrière et être bloqués dans leur grade²³. Enfin, pour asseoir sa légitimité au sein de l'armée, Mahamat Déby n'a pas oublié de faire évoluer sa position personnelle. Ainsi, début décembre 2021, il s'octroyait une cinquième étoile et passait du grade de général de corps d'armée à celui de général d'armée²⁴.

Le MPS

Créé en 1990, le Mouvement patriotique du Salut (MPS) a survécu à la mort de son fondateur pour rester le pilier politique du régime. Principal parti du pays, il est demeuré fidèle au président de transition. Il a œuvré à la bonne marche politique de la transition en participant activement au dialogue national et à la préparation du référendum et de l'élection présidentielle. À ce titre, il a joué son rôle habituel de machine à gagner les élections. Comme lors des autres élections présidentielles, en 2024 le MPS a été le pôle autour duquel ont été fédérés plus de 200 partis pour porter la candidature du président. Si la Coalition pour un Tchad uni a été le mouvement faisant

21. « Tchad : la polémique autour de la nomination de haut-gradés ne s'éteint pas », RFI, 29 mai 2021.

22. « Le Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno et les 600 généraux », *Jeune Afrique*, 30 mai 2023 ; « Au Tchad, une nouvelle vague de généraux pour consolider le pouvoir de Mahamat Déby », *La Croix*, 7 juillet 2023.

23. « Revalorisation salariale des militaires : 'pour la première fois depuis 1979, le salaire du soldat tchadien va dépasser le SMIG' », *Tchad Infos*, 12 décembre 2021.

24. « Au Tchad, le général Mahamat Idriss Deby Itno s'octroie une étoile supplémentaire », RFI, 3 décembre 2021.

campagne pour ce dernier dans toutes les provinces, le MPS a été le moteur de cette coalition.

L'instrumentalisation de la société civile ou les « gongos »

Par le passé, le régime d'Idriss Déby Itno a coopté certains cadres de la société civile et créé ou subventionné ses propres associations, appelées « gongos » (littéralement « government non government organisations »), afin de concurrencer et affaiblir les autres entités de la société civile. On peut citer notamment la Coalition des associations de la société civile (CASAC), présidée par Mahamoud Ali Seid, un membre du MPS, et la Coordination des associations de la société civile et de défense des droits de l'homme (CASCIDHO), dirigée par Mahamat Digadimbaye. Ainsi, pendant la campagne présidentielle de 2021, la CASAC organisait des grands rassemblements avec les jeunes du MPS et déclarait son « soutien indéfectible aux actions méritoires du Maréchal ». Subventionnées par les autorités tchadiennes, ces associations montaient régulièrement en première ligne pour fustiger les manifestations et dénoncer les ingérences extérieures. La CASCIDHO a également fait partie de la mission nationale d'observation des élections de 2021. De 2021 à 2024, la CASAC et la CASCIDHO ont affiché leur soutien au CMT et à la mise en œuvre des trois étapes de la transition telles que définies par le pouvoir²⁵. Mahamat Digadimbaye a participé au dialogue national et s'est fait le relais du discours du régime pendant les campagnes référendaires et électorales. En récompense de son soutien, Mahamoud Ali Seid a été ministre de la Jeunesse et des Sports en 2022-2023.

En outre, d'autres associations comme le Rassemblement des jeunes cadres pour le soutien au Conseil militaire de transition ou Lissa Wakit Ma Tamma (« l'heure n'est pas arrivée ») ont vu le jour pendant la transition. Créée en opposition à Wakit Tamma, Lissa Wakit Ma Tamma a fait l'éloge de la transition auprès de la jeunesse de N'Djamena²⁶. Lissa Wakit Ma Tamma a finalement été dissoute au début de l'année 2024 et ses adhérents ont été absorbés par un autre « gongo » : le Mouvement citoyen notre Tchad (MOCINT)²⁷. Le MOCINT s'est engagé dans la campagne présidentielle de Mahamat Idriss Déby. Ces associations pro-gouvernementales sont perçues comme des tremplins vers des postes politiques ou administratifs, leurs dirigeants espérant que leur soutien sera récompensé financièrement ou/et politiquement.

25. « Tchad : les soutiens de la Transition et de la France ont manifesté à N'Djamena », RFI, 7 mars 2022. « Tchad : l'échec de la transition, c'est la somalisation du Tchad », *Tchad Infos*, 17 août 2021 ; « Tchad : la CASCIDHO met l'accent sur la paix et l'inclusivité pour la réussite du référendum », *Alwhida Info*, 20 juillet 2023.

26. « Lissa Wakit ma Tama : quelle est cette nouvelle plateforme ? », *Ialtchad Presse*, 15 août 2021.

27. « Tchad : MOCINT annonce la dissolution LISSA WAKIT MA TAMA », *Tchad Actu*, 4 janvier 2024.

Conformément à une tradition bien établie au Tchad, les organismes représentatifs des imams (le Conseil supérieur des affaires islamiques – CSAI) et des chefs traditionnels (Association des autorités coutumières et traditionnelles du Tchad – ACTT) ont aussi apporté leur soutien au président de la transition.

Divisions de l'opposition

À quelques exceptions près, les partis et organisations de la société civile opposés au régime du président Idriss Déby Itno ont pris position contre la transition orchestrée par le « système Déby ». Dès 2021, ils ont pêle-mêle dénoncé la Charte de la transition, le CMT, la composition du gouvernement et le dialogue national. Ils souhaitaient que :

- la transition soit courte ;
- le dialogue soit une nouvelle Conférence nationale souveraine à l'instar de celle de 1993,
- le dialogue se focalise sur des sujets clés (inéligibilité des dirigeants actuels, révision de la charte, principes constitutionnels et règles du nouveau Code électoral) ;
- le dialogue aboutisse à un réaménagement du gouvernement de transition, c'est-à-dire un nouveau partage du pouvoir. Il s'agissait évidemment d'éviter que les élections de la fin de la transition soient organisées par les héritiers du « système Déby ».

En juillet 2021, le Groupe de réflexion et d'action pour l'appel du 1^{er} juin (GRA-Appel 1^{er} juin), qui a été la voix des intellectuels parmi les mouvements d'opposition²⁸, publia une feuille de route pour une transition apaisée avec une série de recommandations et d'étapes pour organiser une conférence nationale inclusive et souveraine avec une forte implication de l'Union africaine (UA). À la fin du mois d'octobre 2021, les mouvements contestataires formulèrent leur vision de la transition lors d'une rencontre à Genève. Ils ont alors élaboré une charte alternative de transition et proposé la tenue d'une Conférence nationale inclusive et souveraine et la création d'un Conseil républicain de transition pour remplacer le CMT. Ce conseil aurait été composé de 15 membres issus de la société civile, des partis politiques, de la diaspora, des groupes politico-militaires et des forces de sécurité. Ce conseil aurait élu un président et un vice-président, et les membres du gouvernement de transition auraient été exclus des futures élections.

Désaccord stratégique

Le consensus autour de la nécessité d'une autre transition n'a pas empêché une division de l'opposition relative à la stratégie de contestation. De 2021 au 20 octobre 2022, l'opposition a été divisée entre ceux qui prônaient la

28. Le GRA-Appel 1^{er} juin a été le plus actif des collectifs pendant la transition et était présidé par Bedoumra Kordjé, ancien vice-président de la Banque africaine de développement, ex-ministre des Finances et ex-secrétaire général de la présidence.

participation vigilante et critique au processus de transition (incarné à cette époque par la préparation du dialogue national) et ceux qui voulaient modifier ce processus avant d'y participer. L'opposition se scindait en deux grandes tendances :

- ceux qui refusaient le coup de force constitutionnel orchestré par le système Déby et par là même refusaient la logique d'engagement dans la transition ;
- ceux qui l'acceptaient et participaient à la transition.

Cette division conduisait à deux stratégies de changement différentes : l'une visait à mettre la pression sur les dirigeants de la transition par la rue, l'autre à négocier le changement démocratique avec les dirigeants actuels en participant au dialogue national – première étape, mais étape décisive, du processus de transition.

Pour cette raison, dès le début de la transition, la participation au dialogue national devint la principale ligne de clivage au sein de l'opposition. Certains mouvements (dont Wakit Tama et les Transformateurs) s'opposaient au dialogue et conditionnaient leur participation à des changements substantiels (changements de composition des organisateurs, des participants, de l'agenda, etc.) tandis que d'autres s'engageaient activement dans sa préparation en espérant qu'il soit le moment crucial de la transition, celui qui aboutirait à de nouvelles règles institutionnelles du jeu politique en général et du jeu électoral en particulier. Néanmoins, les mouvements d'opposition engagés dans l'organisation du dialogue n'étaient ni naïfs ni cohésifs.

Par exemple, dès le début de la transition, fidèle à sa ligne politique habituelle, l'Église catholique au Tchad a critiqué le pouvoir tout en adhérant au dialogue. Lors de la conférence épiscopale tenue fin juin 2021, les évêques demandèrent la révision de Charte de transition et critiquèrent le mode de désignation des députés du CNT. Ces critiques furent réitérées lors de la conférence épiscopale du 10 décembre 2021²⁹. Bien que sollicitée par le pouvoir, l'Église catholique s'abstint finalement de participer au dialogue.

En raison de ces différentes visions de la transition et des tentatives de débauchage du régime, certaines des organisations d'opposition ont connu des divisions internes. Une aile de l'organisation a parfois opté pour une participation vigilante tandis que l'autre aile préférerait de pas se compromettre dans l'organisation du dialogue. Dans d'autres cas, la direction du mouvement décidait de s'engager dans la transition en contredisant la position abstentionniste de la base militante. Ces divisions ont engendré une grande confusion et brouillé le positionnement de certaines organisations, y compris pour leurs membres qui peinaient à s'y

29. « Tchad : le cadeau de Noël des évêques aux autorités de la transition », Nouvelles.td, 11 décembre 2021 ; « Tchad : les évêques estiment que les conditions d'un bon dialogue ne sont pas réunies », RFI, 11 décembre 2021.

retrouver. Et ce d'autant plus que certains ont cultivé l'ambivalence en adoptant une stratégie de participation distante à l'organisation du dialogue. Ils ont ainsi officiellement dit « oui » au dialogue mais se sont peu impliqués dans sa longue préparation (plus d'un an). En participant de loin au dialogue, ils préservaient leur rôle de critique du régime au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction lors du dialogue et, en cas de succès, ils auraient été en mesure de s'attribuer le mérite des concessions arrachées au pouvoir³⁰.

En tout état de cause, comme l'ont montré les recommandations du dialogue, l'opposition était unanime pour dénoncer la mauvaise gouvernance et réclamer la démocratisation du régime. L'objectif faisait consensus mais la stratégie pour y parvenir divisait les rangs de l'opposition.

Émergence d'une nouvelle force d'opposition

Créée en mars 2021 contre la perspective d'un sixième mandat d'Idriss Déby, la coalition Wakit Tama revendiquait l'alternance après 25 ans de régime et regroupait des partis politiques, des organisations de la société civile et des artistes engagés. De la campagne électorale à la transition, cette coalition devint très naturellement le fer de lance de l'opposition contre le pouvoir de transition imposé par les militaires. Si initialement les deux principales composantes de Wakit Tama étaient le parti des Transformateurs et l'Union des syndicats du Tchad (UST), au fil de la transition Les Transformateurs sont devenus la principale force d'opposition et Succès Masra a été le principal challenger de Mahamat Idriss Déby lors du scrutin présidentiel.

Fondé en 2018, acteur récent de la scène politique tchadienne, Les Transformateurs est un parti créé et dirigé par Succès Masra, un jeune ex-cadre de la Banque africaine de développement (BAD) qui en a démissionné pour se lancer en politique. Originaire du Sud, nouveau-venu en politique, incarnation de la jeunesse éduquée, Succès Masra a capitalisé sur le désenchantement vis-à-vis de l'opposition politique traditionnelle, c'est-à-dire une certaine élite sudiste³¹. Pour les jeunes tchadiens, ce parti incarne la seule alternative existante entre un pouvoir héréditaire et une opposition vieillissante et discréditée³². Par la constance de son discours critique et ses appels à manifestation (y compris sa tentative insurrectionnelle ratée), Succès Masra a gagné le crédit qu'ont perdu les anciens opposants sudistes auprès de la jeunesse urbaine. Sa nomination en tant que Premier ministre juste après son exil forcé avait semé le doute au sein de l'opposition sur sa cooptation par le régime³³. Pour revenir dans le jeu politique après son erreur stratégique du 20 octobre 2022, Succès Masra

30. Entretiens avec des journalistes et des politiciens, N'Djamena, octobre 2021.

31. Au premier rang de laquelle figurent notamment Kebzabo Saleh (UNDR), Mahamat Alhabo (PLD), Félix Nialbé (URD), Medard Laokein (CTPD).

32. « Tchad : Succès Masra, le cadet qui défiait le maréchal Idriss Déby Itno », *Jeune Afrique*, 2 avril 2021.

33. Entretien avec des membres de l'opposition, N'Djamena, mars 2024.

a dû prendre des engagements qui étaient aux antipodes de son positionnement précédent (abandon de l'inéligibilité des membres de la transition, de la non-participation au gouvernement de transition, de la demande d'enquête internationale sur la répression du 20 octobre, etc.³⁴) et se déclara prêt à « travailler ensemble pour la démocratie³⁵ ». Wakit Tama dénia tout soutien à cet accord³⁶. Malgré cette concession stratégique, Succès Masra a fait une campagne d'opposant lors du scrutin présidentiel et non de figurant chargé de crédibiliser une élection jouée d'avance³⁷. L'engouement suscité par sa campagne électorale ne lui a pas valu la victoire mais il a transformé ce scrutin en un duel avec le président Mahamat Idriss Déby et a fait la preuve d'une véritable assise populaire contrairement aux autres candidats – preuve qui lui manquait jusqu'à ce scrutin.

À l'inverse des Transformateurs, l'UST (la plus grande centrale syndicale du Tchad avec environ 70 % des fonctionnaires) s'est effacée progressivement durant la transition. Dirigée par un ancien rapporteur général du Collège de contrôle et de surveillance des ressources pétrolières (Michel Barka), l'UST mène une lutte syndicale politisée, la situation des travailleurs étant indissociable de la mauvaise gouvernance du pays. L'UST a ainsi intégré plusieurs collectifs comme « trop c'est trop » ou « ça suffit » qui réclamaient un soutien du pouvoir d'achat mais aussi l'alternance politique. Dès le début de la transition, la centrale syndicale s'est prononcée contre la prise de pouvoir par les militaires et a lancé un mouvement de grève qui a été suivi dans les services publics³⁸. Après avoir participé aux manifestations de Wakit Tama, elle a signé le pacte social et est devenue moins visible³⁹.

34. À titre d'exemple, le président des Transformateurs s'engage à « œuvrer pour un climat politique apaisé en privilégiant la concorde sociale et l'appel à l'unité nationale...en évitant toute action violente » et le gouvernement s'engage à « respecter les libertés fondamentales des citoyens et partis politiques dans leur exercice ». Accord de réconciliation pour le retour des exilés suite aux événements du 20 octobre 2022.

35. « 'Notre démarche est une démarche politique' (Succès Masra) », DW, 8 novembre 2023.

36. Coordination des actions citoyennes Wakit Tamma, Communiqué de presse, Bruxelles, 1^{er} novembre 2023.

37. « Au Tchad, une présidentielle ouverte qui se tient dans un climat de tension », RFI, 4 mai 2024.

38. « Tchad : la plus grande centrale syndicale contre la transition militaire », DW, 22 avril 2024.

39. Entretien avec des dirigeants de l'UST, octobre 2021, novembre 2023 et mars 2024.

Intimidation de l'opposition : le virage du 20 octobre 2022

Un dialogue national suivi par le retour de la violence politique

Le DNIS se tint à N'Djamena du 20 août au 8 octobre 2022 après des consultations populaires dans toutes les provinces et à l'étranger pour la diaspora tchadienne et plus d'un an d'organisation. Néanmoins, il s'avéra vite que l'agenda, l'orientation des débats et le calendrier du DNIS étaient contrôlés par les affidés du pouvoir. L'organisation du DNIS était orientée par des membres du régime de Idriss Déby Itno et des figures de l'opposition cooptées (Saleh Kebzabo, Ngali Ngothé Gatta, etc.). Cela provoqua le départ de certains participants (Mahamat Nour Ibedou, les représentants de l'Église catholique, etc.). Après un mois de débats, le DNIS s'acheva par une déclaration finale renvoyant le choix sur la forme unitaire ou fédérale de l'État au référendum, prolongeant la transition pour deux ans et affirmant l'éligibilité des membres de la transition. Ces deux éléments cruciaux étaient accompagnés par quelques aménagements de la transition et étaient noyés dans une longue série de suggestions de réformes portant sur tous les domaines de la vie politique, institutionnelle, économique, sociale et religieuse du pays. Le rapport final ne comptait pas moins de 245 recommandations qui constituaient un véritable catalogue à la Prévert. On y trouvait aussi bien des recommandations sur la réforme des institutions que sur la politique d'élevage et la sécurité routière⁴⁰. Le souci d'exhaustivité fut utilisé pour diluer ce qui aurait dû être le centre du DNIS : la refondation et la forme de l'État, une nouvelle Constitution, les lois électorales, la révision de la charte, la mise en place de nouveaux organes de transition plus consensuels et les grandes lignes du programme de transition. Lors de la cérémonie de clôture, de nombreux participants de bonne foi se sentirent floués quand ils découvrirent que le DNIS avait escamoté la question du fédéralisme en renvoyant le choix à la volonté du peuple (référendum) et avait officiellement ouvert la voie à une succession dynastique (éligibilité des membres de la transition aux élections présidentielle et législative).

Pour ceux qui n'attendaient pas du DNIS le changement, la conclusion de cette première étape de la transition constitua la confirmation de leur plus grande crainte : une transition dynastique du pouvoir. Très vite après le dialogue, l'opposant rallié Saleh Kebzabo fut nommé Premier ministre et un

40. Synthèse générale des recommandations et des résolutions des assises du dialogue national inclusif et souverain, 2022.

nouveau « gouvernement d'union nationale de transition » fut désigné le 14 octobre 2022. La réaction des Transformateurs ne se fit pas attendre. À l'aube du 20 octobre 2022, N'Djamena et quelques villes du sud du pays se réveillèrent dans une ambiance insurrectionnelle. Dans la capitale, les quartiers d'opposition s'embrasèrent et les affrontements entre les forces de sécurité et les jeunes opposants menés par les Transformateurs se soldèrent par 73 morts et environ 300 blessés, selon les chiffres officiels. D'autres sources de l'opposition, certaines organisations de la société civile et la CNDH firent état de 128 morts, 12 disparus, 518 blessés et 943 arrestations⁴¹. Dans les jours qui suivirent, des perquisitions illégales, des arrestations arbitraires et des mauvais traitements eurent lieu, notamment à la prison de haute sécurité de Koro-Toro⁴², appelée « Le Bagne », située dans le désert du Djourab, où furent envoyés de nombreux manifestants arrêtés et où huit d'entre eux ont trouvé la mort. L'épreuve de force, qui avait été différée par la préparation du DNIS, avait finalement eu lieu et elle aboutit à la déroute de l'opposition au régime (fuite de Succès Masra et de quelques autres dirigeants des Transformateurs à l'étranger et neutralisation des velléités de mobilisation contestataire). Dans son rapport sur le « jeudi noir », la CNDH a mis en exergue la responsabilité des forces de sécurité qui ont effectué des tirs à balles réelles, sans exonérer complètement la responsabilité des meneurs du mouvement.

Les ordonnances liberticides

Les violences du 20 octobre 2022 stoppèrent net le débat public qui s'était développé avec le DNIS. La répression a non seulement brisé l'élan contestataire des Transformateurs mais elle a aussi intimidé toutes les voix dissidentes. Elle leur a rappelé d'anciens épisodes répressifs ayant eu lieu pendant les 25 années du règne de Idriss Déby Itno. L'intimidation de l'opposition a été complétée le 1^{er} août 2023 par quatre ordonnances restreignant les libertés publiques⁴³. Ces ordonnances redéfinissent de manière restrictive le cadre juridique du droit de manifestation, du droit de réunion, de l'action publique contre les attroupements et de l'état d'urgence. Elles instaurent un régime de déclaration obligatoire pour les réunions publiques et les manifestations, déterminent la procédure de déclaration, les motifs d'interdiction et les sanctions pénales contre les contrevenants. Pour les Tchadiens, ces ordonnances font écho aux anciennes ordonnances de

41. « Manifestations du 20 octobre au Tchad : la CNDH a rendu son rapport sur le 'jeudi noir' », RFI, 23 février 2023.

42. « 'Pire que l'enfer'. Mort et torture à la prison de Koro Toro au Tchad », Human Rights Watch, 6 août 2024.

43. « Tchad : que prévoit la nouvelle Ordonnance sur l'encadrement des réunions publiques ? », *Alwihda Info*, 2 août 2023.

1962 qui avaient été prises dans un but liberticide à l'aube de la période de parti unique et l'opposition les a dénoncées⁴⁴.

Alors que le référendum et l'élection présidentielle étaient les étapes suivantes de la transition, l'intention sous-jacente du pouvoir était de se doter d'un cadre juridique actualisé afin de fonder en droit la limitation des droits de manifester et de se réunir ainsi que la répression contre des mouvements de contestation tels que celui du 20 octobre 2022. Ces ordonnances traduisaient la leçon que le pouvoir avait tirée des violences du 20 octobre 2022 : disposer des outils juridiques adéquats pour répondre à une nouvelle mobilisation de la rue (obligation de déclaration, droit d'user de la force, déclaration de l'état d'urgence, arsenal pénal renforcé, etc.). Non seulement le pouvoir avait tous les outils juridiques nécessaires pour faire face à une nouvelle émeute ou protestation de rue mais leur simple adoption était aussi un message de fermeté envoyé à l'opposition avant les scrutins référendaires et présidentiels.

Un assassinat politique ?

Le retour de la violence politique a aussi eu lieu peu avant l'élection présidentielle avec l'assassinat de Yaya Dillo le 28 février 2024. Yaya Dillo fut l'un de premiers Zaghawa proche de la famille de Déby à être entré en rébellion en 2005, attirant avec lui toute une partie de la garde présidentielle de l'époque. Après avoir rallié le régime en 2008, il a de nouveau basculé dans l'opposition en 2020 et fondé son parti, le Parti socialiste sans frontière (PSF). Alors que sa candidature à l'élection présidentielle de 2021 avait été invalidée, le 28 février 2021, il avait échappé à une tentative d'arrestation à N'Djamena qui a coûté la vie à plusieurs de ses proches, dont sa mère et l'un de ses fils. Cette bavure avait créé une forte tension à N'Djamena, poussant les principaux leaders traditionnels Zaghawa à se rendre dans la capitale pour une médiation. Yaya Dillo a continué à dénoncer le régime pendant la transition et avait l'intention d'être candidat à l'élection présidentielle de 2024 contre son cousin, Mahamat Idriss Déby. L'oncle de Mahamat Idriss Déby, le général Saleh Déby Itno, avait rallié le PSF. Le 27 février 2024, le secrétaire national adjoint chargé des finances du PSF fut arrêté pour avoir préparé le meurtre du président de la Cour suprême, et Yaya Dillo aurait saisi cette occasion pour attaquer le siège des services de renseignement. Au cours de cet affrontement le 28 février, Yaya Dillo aurait été tué et plusieurs de ses proches furent blessés et arrêtés. D'après les autorités, il se serait retranché dans les locaux de son parti en refusant de se rendre, et il aurait tiré sur la police, avant d'être abattu. Mais la photographie de son cadavre qui a circulé

44. « Tchad : les partis politiques membres du GCAP demandent l'annulation d'ordonnances 'liberticides' », *Tchad Infos*, 19 octobre 2023.

à N'Djamena montrait qu'il avait reçu une balle dans la tempe. Cela n'a pas manqué de susciter des interrogations sur les conditions réelles de sa mort⁴⁵.

L'intimidation post-électorale comme politique préventive

Enfin, la répression politique accompagna aussi dans une certaine mesure l'annonce de la victoire de Mahamat Idriss Déby. Le 9 mai 2024, la soirée électorale fut célébrée par de nombreux tirs en l'air par les militaires déployés à N'Djamena, au point que plusieurs personnes furent tuées ou blessées et que le ministère de la Santé alerta les hôpitaux de la ville de ne pas laisser les journalistes interviewer les victimes⁴⁶. Ces tirs, qui étaient festifs selon les autorités, commencèrent dès l'annonce des résultats et se prolongèrent tard dans la nuit. Pour l'opposition, il ne s'agissait ni plus ni moins que d'une action d'intimidation en réponse à l'appel à manifester lancé par Succès Masra. Certains de ses militants furent arrêtés et tabassés pendant la semaine après le vote⁴⁷.

45. Succès Masra a alors promis une « enquête de type international ». Cf. « Tchad : qui était l'opposant Yaya Dillo Djerou, tué par les forces de sécurité ? », France 24, 1^{er} mars 2024.

46. « Tchad : un climat post-électoral violent », FIDH, 15 mai 2024.

47. « 'Tirs de joie' et démocratie en pleurs – Élections présidentielle tchadienne du 6 mai 2024 », Rapport d'observation citoyenne, Tournons La Page, juin 2024.

Confiscation institutionnelle de la transition : référendum et élections

La seconde phase de la transition commença par une épreuve de force remportée par le pouvoir et fut marquée par une confiscation totale du processus de transition. Le pouvoir a imposé ses vues et ignoré ses engagements précédents, notamment celui de respecter à la lettre les recommandations du DNIS. Il a renié l'engagement de faire un référendum à double question (pour un État unitaire ou fédéral ?) ; il a concocté une Constitution qui lui confère la possibilité de faire deux mandats consécutifs et éventuellement de réviser la Constitution pour étendre le nombre des mandats présidentiels ; et il a obtenu un Code électoral sur mesure.

Contrôler les organes électoraux

Comme il l'avait fait avec le Comité d'organisation du dialogue national inclusif (CODNI), le pouvoir a phagocyté tous les organes chargés d'organiser les deux dernières phases de la transition. La fabrication de la loi référendaire et du projet de Constitution a été confiée à un petit groupe de constitutionnalistes proches du pouvoir. Les fédéralistes et l'organisme représentatif des partis politiques (le Cadre national de concertation des partis politiques – CNCP) ont été exclus du processus de fabrication des textes pour le référendum. De même la Commission nationale chargée de l'organisation du référendum constitutionnel (CONOREC) et l'Agence nationale de gestion des élections (la bien nommée ANGE !) ont été confiées à des hommes sûrs du « système Déby ». Le référendum du 17 décembre 2023 a été organisé par le ministère de l'Intérieur : la CONOREC était présidée par le ministre de l'Administration territoriale, Limane Mahamat⁴⁸, et, au niveau local, les commissions locales de la CONOREC étaient présidées par les gouverneurs, préfets et sous-préfets. En outre, ni la CONOREC ni le comité *ad hoc* de rédaction de la Constitution n'ont accepté l'assistance technique offerte par des partenaires multilatéraux (Nations unies, UA et Union européenne [UE]). Le comité de rédaction du projet constitutionnel a décliné l'offre d'appui en expertise constitutionnelle de l'UA et a travaillé en

48. Ce dernier a été une des figures du régime du défunt président Idriss Deby Itno dont il a été plusieurs fois conseiller. Il a derrière lui une longue carrière au service de ce régime : ministre de la Justice, ministre Secrétaire général du gouvernement, ministre de l'Enseignement supérieur, Secrétaire général de la Primature, directeur de cabinet du Premier ministre, président du Tribunal du Travail, vice-président de la toute première Commission électorale nationale indépendante (CENI) et surtout rapporteur général de la dernière CENI.

vase clos. Il n'a pas consulté d'organisations de la société civile et/ou de partis politiques, arguant que les consultations avaient déjà été faites dans le cadre du DNIS⁴⁹. Par exemple, alors que le projet constitutionnel énumère de nombreux droits et libertés et consacre son chapitre XII à la Commission nationale des droits de l'homme, celle-ci ne fut pas consultée.

Créé en avril 2023 par un protocole d'accord entre 194 partis, le CNCP était l'héritier du Cadre national de dialogue politique en vigueur pendant le dernier mandat d'Idriss Déby Itno et était recommandé par le DNIS. Malgré le nombre de partis qu'il réunissait, il fut marginalisé dans les processus référendaire et électoraux et ne joua aucun rôle significatif.

La création d'institutions chargées des élections (notamment l'ANGE et le Conseil constitutionnel⁵⁰ qui faisaient partie des innombrables recommandations du DNIS) a eu lieu dès le début de 2024 en s'assurant de leur complète dépendance. La présidence de l'ANGE a été confiée à Ahmed Bartchiret, magistrat et ancien président de la Cour suprême, mais aussi membre de l'ancien parti au pouvoir et proche de la présidence. Il a également présidé la commission *ad hoc* du DNIS qui a recommandé l'éligibilité des autorités et la prolongation de la transition à deux ans. Le mode de désignation des membres de l'ANGE garantit sa partialité puisque, sur les quinze membres, huit furent désignés par le président de la transition, quatre par le président du Sénat et trois par le président du CNT. Or, en l'absence de Sénat, le président du CNT, ancien secrétaire général du MPS, désigna les quatre membres. En d'autres termes, les quinze membres de l'ANGE furent désignés par le pouvoir.

Avocat de la famille présidentielle puis, tour à tour, ministre des Affaires foncières, ministre de la Justice, gouverneur de la région de Batha, porte-parole du MPS et secrétaire général de la présidence, Maître Jean-Bernard Padaré fut nommé président du Conseil constitutionnel le 26 janvier 2024.

Contrôler la rédaction des textes fondateurs

Grâce au phagocytage de ces organismes, les deux textes fondateurs du nouveau régime (la Constitution et le Code électoral) sont très favorables au pouvoir et la poursuite de la transition n'a été qu'une formalité.

Suivant les recommandations du DNIS, la nouvelle Constitution adoptée par référendum le décembre 2023 s'inspire de celle de 1996. Ce faisant, elle a réinstauré certaines institutions supprimées durant la longue présidence d'Idriss Déby Itno et a rompu avec le « présidentielisme intégral »

49. Entretien avec des membres du comité, N'Djamena, octobre 2023.

50. Ce dernier est notamment chargé du contentieux électoral et de la validation des résultats définitifs.

de la Constitution de 2018⁵¹. Ce retour vers un système institutionnel plus équilibré est son seul progrès. En effet, d'une part, si la Constitution réaffirme les libertés et droits fondamentaux⁵², l'égalité entre homme et femme, le droit de grève, le droit à l'instruction, à la culture, à un environnement sain, etc., elle n'introduit pas de nouveaux droits ni de nouveaux concepts (par exemple, les notions de développement durable et de genre sont absentes du texte⁵³). D'autre part, la Constitution fait encore la part belle au pouvoir présidentiel et rend possible son prolongement au-delà des deux mandats habituellement prévus dans les constitutions africaines.

Dans le nouveau système constitutionnel, le président continue d'avoir la mainmise sur le pouvoir judiciaire car il nomme par décret tous les magistrats (sur avis du CSM), les membres du Conseil constitutionnel, le président de la Cour suprême et le président de la Cour des comptes. De même, il dispose d'une capacité d'influence au sein du pouvoir législatif car il nomme un tiers des membres du futur Sénat alors que la Constitution de 1996 prévoyait l'élection de tous les sénateurs⁵⁴. Alors que la mauvaise gouvernance a été considérée comme le centre des problèmes du Tchad lors du DNIS, les exigences dans ce domaine restent minimales, voire minimalistes (obligation de déclaration de patrimoine, interdiction du cumul d'emploi, d'accaparement de biens publics et d'implication dans les marchés publics pour le président de la République, les membres du gouvernement, députés, sénateurs, etc.⁵⁵).

Alors que la nouvelle Constitution prévoit très classiquement deux mandats présidentiels⁵⁶, elle n'inclut pas le nombre des mandats présidentiels dans la liste des dispositions non susceptibles de révision et elle prévoit deux modalités de révision constitutionnelle : la voie référendaire et la voie parlementaire pour une « révision constitutionnelle d'ordre technique⁵⁷ ». La définition d'une « révision d'ordre technique » de la Constitution n'existe pas actuellement et relèvera donc de l'appréciation du gouvernement et du Conseil constitutionnel. La double possibilité de révision constitutionnelle combinée à l'omission d'interdiction de modifier le nombre

51. La nouvelle Constitution adoptée en 2018 avait illustré la dérive autocratique du régime, appelée localement le « présidentielisme intégral ». La fonction de Premier ministre (supprimé en 2020 et remplacé par le poste de vice-président), le Sénat (supprimé en 2005 et réinstauré en 2020 mais jamais créé), la fonction de Médiateur (supprimé en 2018) et plusieurs organismes de l'ordre judiciaire (la Haute cour de Justice supprimée en 2018, le Conseil constitutionnel supprimé en 2018 et la Cour des comptes créée en 2013 et supprimée en 2018) ont été recréés par la nouvelle Constitution.

52. Voir le titre II, chapitre 1 du projet constitutionnel.

53. Le concept de « genre » qui figurait dans la Constitution de 2018 a été exclu de ce projet constitutionnel. Ce concept a été considéré comme ouvrant potentiellement la voie aux droits des homosexuels et donc il a été récusé lors de l'examen du texte par le CNT.

54. Article 114 de la Constitution de 2023.

55. Articles 54, 78, 79, 108, 109, 131.

56. Article 67.

57. « La révision de la Constitution est approuvée par référendum. Toutefois, il peut être procédé à une révision d'ordre technique, à la majorité des trois cinquièmes des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat réunis en congrès », Article 281.

de mandats présidentiels rendra possible un prolongement du président au-delà de deux mandats.

Comme, d'une part, le projet constitutionnel réaffirmait « l'État unitaire fortement décentralisé » au lieu de proposer aussi une option fédéraliste, et que, d'autre part, « la Constitution et les textes de lois sont rarement appliqués⁵⁸ », le référendum constitutionnel eut lieu dans un grand désintérêt populaire.

Alors que le DNIS recommandait une réforme électorale de grande ampleur, le nouveau Code électoral adopté le 22 février 2024 a consacré un recul du droit de communication des résultats électoraux et donc de la transparence électorale. En effet, le code élaboré pendant la transition ne prévoit plus l'affichage des résultats devant les bureaux de vote après le dépouillement mais seulement une lecture à voix haute du président du bureau⁵⁹. De même, les représentants des partis politiques ne reçoivent plus de copies des procès-verbaux. L'information sur les résultats donnée au public est donc limitée et centralisée par l'ANGE, ce qui handicape le décompte alternatif des voix. Du fait de son manque de transparence dans la communication des résultats, le nouveau Code électoral tchadien ne satisfait pas aux normes internationales en la matière⁶⁰. Par ailleurs, les recommandations de réforme électorale du DNIS les plus importantes – audit du fichier électoral, réorganisation des circonscriptions législatives, etc. – ont été complètement ignorées. Le fichier électoral n'a pas été audité et a seulement fait l'objet d'une actualisation lors des scrutins référendaire et présidentiel⁶¹. La carte des circonscriptions législatives qui favorise largement la représentation du nord du Tchad n'a pas été revue non plus.

Le contrôle de l'ANGE a permis au pouvoir de verrouiller complètement le dispositif de l'élection présidentielle – et aussi à n'en pas douter de l'élection législative à venir. L'ANGE a ainsi refusé au dernier moment d'accréditer les observateurs nationaux de la société civile dont la formation avait été financée par l'UE et elle a interdit la photographie des procès-verbaux des résultats par les représentants des partis politiques⁶². Le jour du scrutin, 76 représentants des Transformateurs ont été arrêtés sous des motifs divers et variés, mais en réalité pour avoir photographié les procès-verbaux⁶³. Ces décisions de l'ANGE ont permis d'organiser une élection présidentielle à huis clos sans aucune possibilité de contre-vérification de ses résultats. L'ANGE a facilement contré l'observation du scrutin par la société civile et le décompte alternatif par les partis d'opposition.

58. Entretiens avec des personnalités d'horizons divers, N'Djamena, octobre 2023.

59. Article 83 du Code électoral de 2024.

60. « 'Tirs de joie' et démocratie en pleurs – Élections présidentielle tchadienne du 6 mai 2024 », *op. cit.*

61. Entretiens avec des activistes, N'Djamena, mars 2024.

62. « Élections au Tchad : l'agence électorale interdit la photographie des PV du scrutin », RFI, 28 avril 2024.

63. Entretien téléphonique avec un activiste, N'Djamena, juillet 2024.

Enfin, face au risque d'une annonce de sa victoire par Succès Masra sur les réseaux sociaux, l'ANGE a précipité l'annonce des résultats provisoires (61 % des suffrages pour Mahamat Idriss Déby, 18,54 % pour Succès Masra et 16,93 % pour Albert Pahimi Padacké). Alors que le lundi 6 mai elle estimait qu'il lui faudrait au moins deux semaines pour collecter tous les résultats dans le pays et que la date butoir pour l'annonce des résultats provisoires était fixée au 21 mai, elle les a rendus publics le jeudi 9 mai⁶⁴. Mahamat Idriss Déby, qui avait affiché son intention de gagner au premier tour, fut investi le 23 mai 2024 dans un climat populaire très lourd⁶⁵.

Une transition sans garants internationaux

À l'inverse d'autres situations africaines⁶⁶, la transition tchadienne n'a pas eu de garants internationaux. Les organisations multilatérales généralement impliquées dans les transitions en Afrique (Nations unies, UA, UE, Organisation internationale de la Francophonie [OIF], communauté régionale) ont toutes joué un rôle marginal, voire pire. L'UA a été boycottée par le pouvoir de transition tandis que les autres organisations ont été tout juste tolérées. L'UA a été immédiatement perçue avec suspicion par le pouvoir tchadien en raison de son chef Moussa Faki. Ministre des Affaires étrangères du Tchad de 2008 à 2017, président de la Commission de l'UA depuis janvier 2017, ce dernier fut soupçonné par le clan Déby d'avoir des visées présidentielles. À N'Djamena, les prises de position de l'UA pour une transition courte et l'inéligibilité des membres de la transition furent donc interprétées à l'aune des supposées ambitions présidentielles de Moussa Faki. De ce fait, l'équipe de l'UA envoyée à N'Djamena n'a eu aucun accès au pouvoir et a été mise à l'écart.

L'Organisation des Nations unies et l'OIF se sont contentés d'un rôle d'assistants techniques de la transition mais sans aucune influence politique. L'UE a mis en œuvre une politique de financement conditionnel de la transition mais sans y gagner aucune influence. La non-accréditation des observateurs nationaux dont elle avait financé la formation a été une humiliation à laquelle Bruxelles a répondu en prenant simplement acte du résultat des élections et en déplorant les violences post-électorales⁶⁷. L'expertise technique offerte par les organisations multilatérales n'a jamais été refusée par les autorités tchadiennes mais celles-ci ne l'ont quasiment jamais prise en compte dans leurs décisions.

64. « Présidentielle au Tchad : selon T. Vircoulon, 'On ne peut pas connaître la vérité des résultats de la commission électorale' », *Le grand invité Afrique*, RFI, 10 mai 2024.

65. « Tchad : Mahamat Idriss Déby Itno investi président », *TV5 Monde*, 23 mai 2024.

66. T. Vircoulon et M. Tarif, « Transitions politiques : les déboires du modèle de sortie de crise en Afrique », *Notes de l'Ifri*, décembre 2016.

67. « Tchad : Déclaration de la porte-parole lors du premier tour de l'élection présidentielle », *Service européen pour l'action extérieure*, 13 mai 2024.

Deux pays non occidentaux ont joué un petit rôle dans la transition en étant des médiateurs avec les oppositions. Conformément à sa spécialisation diplomatique, le Qatar a été chargé de la médiation entre le gouvernement tchadien et les groupes armés qui a conduit à l'accord de Doha et au retour des leaders de groupes armés au pays en 2022. Il s'est néanmoins refusé à financer le DDR. La RDC a aussi effectué une médiation entre le gouvernement et Succès Masra qui a conduit à l'accord de Kinshasa et au retour de ce dernier au pays en 2023. Dans les deux cas, la diplomatie française a accompagné ces médiations en prodiguant quelques conseils⁶⁸.

Les pays occidentaux ayant des ambassades au Tchad n'ont pas fait front uni et ont préféré défendre leurs intérêts individuellement face au pouvoir de transition. Ainsi, la répression du 20 octobre 2022 a mis en évidence les positionnements différents de l'Allemagne (celle-ci a pris fait et cause pour Succès Masra, ce qui a créé un clash diplomatique entre Berlin et N'Djamena⁶⁹), des États-Unis (dénonciation publique de la répression par l'ambassadeur américain) et de la France (déclaration neutre et lapidaire du porte-parole du Quai d'Orsay condamnant les violences « d'où qu'elles viennent⁷⁰ »). La divergence des diplomaties française et allemande au Tchad (les deux seuls pays de l'UE ayant des ambassades à N'Djamena) a été alors flagrante. En outre, si la diplomatie américaine a émis des critiques contre le déroulement de la transition⁷¹, la diplomatie française s'est abstenue de le faire et a été surtout soucieuse de nier les rumeurs provenant du pouvoir et de l'opposition sur ses ingérences supposées. Après que l'envoyé spécial du président français a dit son admiration pour la transition conduite par Mahamat Déby⁷², Paris a été la seule capitale occidentale à dépêcher un ministre (Franck Riester) à l'investiture de Mahamat Idriss Déby.

Par ailleurs, dans un contexte géopolitique régional anti-occidental⁷³, le pouvoir de transition a envoyé des avertissements clairs à Paris et Washington en nouant des relations avec deux nouveaux pays hostiles à leurs intérêts : la Hongrie et la Russie. Il a signé un accord de coopération militaire avec le gouvernement de Viktor Orbán en 2023⁷⁴ et, en janvier 2024, Mahamat Idriss Déby a rencontré Vladimir Poutine à Moscou. Le ministre des Affaires étrangères russe s'est rendu à N'Djamena peu après l'investiture

68. Entretien avec des diplomates, Paris, janvier 2024.

69. Expulsion réciproque des ambassadeurs dans les deux capitales.

70. « Tchad – La France condamne avec la plus grande fermeté les violences survenues lors des manifestations », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 21 octobre 2022.

71. « Rapport de la commission du dialogue national du Tchad », United States Department of State, 1^{er} octobre 2022.

72. « Tchad-France : Jean-Marie Bockel s'exprime au sortir de sa rencontre avec Mahamat Idriss Déby », 8 mars 2024, vidéo disponible sur : www.youtube.com [consulté en septembre 2024].

73. T. Vircoulon, « Afrique : des transitions démocratiques aux transitions militaires », *The Conversation*, 23 janvier 2023.

74. « Que cherche la Hongrie au Tchad ? », DW, 4 avril 2024.

de Mahamat Idriss Déby⁷⁵. Fait plus inquiétant, pendant la campagne électorale, le VRP électoral du Groupe Wagner, Maksim Shugaley officiellement directeur de la Fondation pour la protection des valeurs nationales, avait fait une discrète apparition à N'Djamena pour soutenir publiquement le camp présidentiel⁷⁶. De surcroît, quelques jours avant le scrutin, l'armée tchadienne demandait à l'armée américaine de retirer certaines de ses troupes de N'Djamena⁷⁷.

En définitive, la plupart des acteurs internationaux présents au Tchad ont été de simples spectateurs de la transition tandis qu'une poignée d'entre eux a rendu service au pouvoir en place.

75. C. Valade, « Sergueï Lavrov termine sa tournée africaine par le Tchad, dernier allié de la France au Sahel », *Le Monde*, 6 juin 2024.

76. C. Valade, « Au Tchad, la venue d'un influenceur russe le jour de l'élection alimente les spéculations », *Le Monde*, 8 mai 2024.

77. « Les soldats américains priés de quitter le Tchad », DW, 26 avril 2024.

Conclusion

La transition-succession de 2021-2024 expose la recette d'une transition dynastique réussie, c'est-à-dire la stratégie de résilience d'un pouvoir autoritaire et prédateur. Feindre la libéralisation politique, alterner les mesures répressives et les gestes d'ouverture, en définitive souffler le chaud et le froid sur l'opposition afin de la diviser et de l'affaiblir. Bien qu'hyperclassique⁷⁸, et donc très prévisible, cette stratégie a pleinement fonctionné au Tchad.

L'efficacité de cette stratégie repose sur la corruptibilité de la classe politique tchadienne et sur le verrou ultime du champ politique, l'armée. La logique du pouvoir de transition est restée conforme à la pratique de la « démocratie consensuelle et participative » du MPS : la cooptation ou l'exclusion. De ce fait, des émissaires de la présidence ont approché individuellement la plupart des membres de l'opposition pour leur proposer des « arrangements ». Non seulement beaucoup ont accepté mais cette habitude réduit la confiance politique et donc la capacité de bâtir des coalitions solides et durables au sein de l'opposition.

En cas de changement de régime, l'armée qui est le principal pilier du régime sait qu'elle aurait beaucoup à perdre, y compris sur le plan économique. Elle constitue donc le principal obstacle à une alternance électorale qui serait synonyme de démocratisation du régime. Comme démontrée bruyamment lors de l'annonce des résultats, elle est l'assurance-vie du « système Déby » et ce verrou condamne toute possibilité d'alternance électorale. La conclusion de cette transition est qu'au Tchad le pouvoir se conquiert par les armes, pas par les urnes.

La transition traduit aussi une clarification du marché politique tchadien. D'un côté, un vieux régime présidé par un jeune militaire ; de l'autre, un jeune opposant populaire mais inexpérimenté. Entre eux, rien ou presque. Bien que sa stratégie électorale ait échoué, Succès Masra est incontestablement la nouvelle figure de la politique tchadienne. Les vieux ténors de l'opposition sudiste sont maintenant dépassés et se cantonnent de faire de la figuration politique. Succès Masra incarne une nouvelle génération politique mais il l'incarne seul. L'opposition tchadienne va devoir se densifier pour exister au-delà du dirigeant des Transformateurs.

Du côté du régime, il s'est inscrit dans la continuité de son prédécesseur dès sa genèse. Abus de pouvoir, duplicité, violence et corruption politiques, neutralisation des éventuels contre-pouvoirs augurent d'une grande

78. S. Guriev et D. Treisman, *Spin dictators. Nouveau visage de la tyrannie au 21^e siècle*, Paris, Payot, 2022.

continuité entre l'avant et l'après transition. L'exercice du pouvoir reste discrétionnaire : le président met ce qu'il veut à l'agenda politique, esquive les débats qui ne lui plaisent pas, renie ses engagements et fait condamner et gracier qui il souhaite. Au début de la transition, un événement passé inaperçu indiquait pourtant clairement le niveau de tolérance au changement du régime. Pour la première fois depuis longtemps un Sudiste, Benoît Kemkil Adangran, fut nommé responsable des douanes en juillet 2021. En octobre 2021, Mahamat Déby nomma à ce poste son cousin Ali Timane. L'alternance à un des postes clés du régime n'avait duré que trois mois.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org